

Conclusion des Etats Généraux de l'Alimentation : quels engagements en matière de bien-être animal ?

Paris, le 20 décembre 2017 – **CIWF a participé activement aux Etats Généraux de l'Alimentation et y a porté le sujet du bien-être des animaux d'élevage pour qu'il soit inscrit au cœur des politiques agricoles et alimentaires du quinquennat et au-delà. Alors que le processus se termine demain, le 21 décembre, CIWF s'interroge sur le niveau d'ambition réel du gouvernement en matière de bien-être animal. Que restera-t-il de nos préconisations et des annonces faites par le Président mi-octobre dans le projet de loi sur l'agriculture et dans les plans de filières qui doivent être présentés demain ? Et quels seront les moyens financiers et réglementaires proposés pour les rendre réalisables ?**

CIWF a demandé des engagements forts autour de 4 axes

CIWF a participé aux Etats Généraux de l'Alimentation, en prenant activement part à plusieurs « Ateliers » associant les parties prenantes, dans le but de faire émerger des propositions concrètes et innovantes pour faire évoluer notre modèle agricole et alimentaire. Voici les 4 axes principaux soutenus par CIWF lors de ces Etats Généraux :

1. Améliorer l'information du consommateur sur les produits issus de l'élevage avec **l'étiquetage obligatoire du mode d'élevage et d'abattage pour tous les produits carnés, laitiers et ovo-produits**
2. Améliorer le niveau de bien-être animal dans toutes les filières d'élevage françaises, du conventionnel aux labels par l'interdiction de certaines pratiques, en particulier **l'interdiction des de la production d'œufs de poules élevées en cage, l'évolution des standards de bien-être animal en volaille de chair ou encore la limitation des durées de transport et la mise en place de la vidéo-surveillance dans tous les abattoirs**
3. **Réorienter les soutiens publics** avec l'arrêt des subventions aux projets d'élevage intensifs, l'introduction d'aides dédiées aux mesures de bien-être animal notamment dans le cadre de la Politique Agricole Commune et la mise en place de **mesures fiscales incitatives**, pour les professionnels et pour les consommateurs
4. Questionner notre dépendance à l'élevage industriel **en encourageant la réduction de la surconsommation de produits carnés et laitiers** en restauration collective publique et **l'augmentation de la part des produits bio et issus de cahiers des charges aux standards élevés en matière de bien-être animal**

Le Gouvernement avait également mis en ligne une plateforme « citoyenne » afin que chacun, particuliers, associations, éleveurs, ou autre organisme puisse faire part de ses propositions et voter pour celles mises en lignes. CIWF y a soutenu deux propositions : pour exiger la fin des élevages en cages et un étiquetage obligatoire des viandes et produits laitiers selon le mode d'élevage. Résultats, ce sont celles qui ont eu le plus grand nombre de vote favorables.

Pour un projet de loi et des plans de filières en cohérence avec le discours du Président de la République et une véritable transition de nos modèles de production

Dans son discours à Rungis en octobre dernier, à mi-parcours des EGA, le Président de la République a dénoncé les « choix absurdes en matière de qualité alimentaire qui ont été protégés jusqu'ici et ne correspondent plus à nos goûts et nos besoins. Il y a des modèles productifs dans lesquels il n'y a pas d'avenir. Il faut que cela cesse ». Le Président a également déclaré qu'« il faut valoriser les indications géographiques, le label rouge, le bio, favoriser le bien-être animal, moderniser les abattoirs, renforcer l'étiquetage sur l'origine des produits transformés.» et qu'il « était anormal que la production de porcs biologiques ne représente que 0.5% de la production française ». **CIWF partage ce constat et appelle à des actions concrètes pour soutenir cette évolution, notamment en y mettant les moyens financiers et réglementaires nécessaires.**

Le Président a également annoncé 100% de poules élevées en plein air en 2022 en vente dans les supermarchés. Cette annonce ne concernait que les œufs « coquille ». Les ovo produits que l'on retrouve en ingrédient dans les plats transformés, ne sont en effet pas concernés. Pour CIWF, il faut aller plus loin et fixer l'objectif d'interdire la production d'œufs de poules élevées en cages.

Des avancées, dans le discours, mais qui nécessitent désormais des engagements concrets, des moyens financiers et réglementaires ambitieux afin de comprendre si le gouvernement veut réellement mettre le bien-être animal et la transition agricole et alimentaire au cœur des politiques agricoles et alimentaires du quinquennat.

A propos de CIWF :

Créée en 1967 par un éleveur laitier en réaction à l'intensification de l'élevage, CIWF a pour mission d'encourager des pratiques d'élevage respectueuses du bien-être des animaux et de proposer des alternatives à l'élevage intensif, viables et durables. Son approche pluridisciplinaire a mis en évidence les liens étroits existants entre bien-être animal, santé publique, sécurité alimentaire et problématiques environnementales. CIWF accompagne les acteurs de l'agroalimentaire dans leur démarches visant à améliorer le bien-être des animaux d'élevage, en leur offrant expertise technique et en valorisant leurs engagements concrets à travers ses Trophées Bien-être Animal. Plus d'informations : www.ciwf.fr et www.agrociwf.fr